



**Réponse de SRR à la consultation publique de l'ARCEP sur des attributions de fréquences pour le déploiement de réseaux mobiles ouverts au public à Mayotte**

**Version publique**

***Preamble***

SRR souhaite tout d'abord remercier l'Autorité de l'opportunité qui lui est offerte pour répondre à sa consultation publique sur des attributions de fréquences pour le déploiement de réseaux mobiles ouverts au public à Mayotte, laquelle prend en compte à la fois l'intérêt de disposer de fréquences dans la bande 3,4-3,8 GHz, exprimé par les opérateurs lors de la précédente consultation publique, ainsi que la nécessité de délivrer des AUF pour une durée longue, pouvant aller jusqu'à 15 ans.

Eu égard à l'ampleur des dommages subis par les infrastructures de communications électroniques, aux besoins capacitaires des réseaux mobiles, et à l'incertitude tant sur les conditions de rétablissement du réseau Cuivre que de déploiement d'un réseau FTTH, SRR considère à cet effet que :

- **L'organisation d'une procédure de sélection des candidats est inadaptée** notamment au regard des investissements nécessaires et du niveau des pertes subies : SRR sollicite (i) **une attribution équitable** du spectre qu'elle estime être la seule à même de répondre aux objectifs de régulation poursuivis par l'ARCEP, ainsi (ii) **qu'un positionnement dans les blocs indiqués en Q2** ; et que
- **L'attribution de fréquences en bande 3,4 - 3,8 GHz pour des durées longues est nécessaire dès à présent** : SRR est dès lors défavorable à une autorisation temporaire de 3 ans telle que proposée par l'ARCEP, laquelle aurait pour effet d'instaurer une insécurité juridique et une absence de confiance légitime.

[SDA]



**Question n°1. Au regard des éléments présentés ci-avant, souhaiteriez-vous utiliser des fréquences de la bande 3,4 – 3,8 GHz pour du service mobile sur le territoire de Mayotte ? Si oui, quelle quantité souhaiteriez-vous utiliser ? Pour quel service ?**

SRR confirme son besoin en fréquences en bande 3,5 GHz pour répondre aux besoins capacitaires de ses réseaux mobiles, lesquels absorbent le trafic fixe et suppléent la perte des accès xDSL. Cette attribution lui permettra ainsi d'utiliser la technologie LTE pour fournir des services Box fixes et mobile 5G à destination de ses clients particuliers et professionnels.

SRR estime que le spectre doit être équiréparti entre les 3 opérateurs. Aussi, la quantité de fréquences nécessaires à la fourniture de ces services sera de 120 MHz, décomposés en 2 cellules de 60MHz permettant d'offrir un service plus performant.

**Question n°2. Le cas échéant, ce besoin serait-il dépendant du positionnement des fréquences au sein de la bande 3,4 – 3,8 GHz, dès lors que celles-ci forment un bloc contigu ?**

[SDA]

**Question n°3. Au regard des éléments présentés ci-avant, identifiez-vous un besoin à disposer d'une autorisation d'utilisation temporaire dans la bande 3,4 – 3,8 GHz pour du service mobile sur le territoire de Mayotte, dans le contexte du rétablissement et du renforcement capacitaire des réseaux de télécommunications ouverts au public à la suite du passage du cyclone Chido ?**

**Question n°4. Le cas échéant, ce besoin serait-il dépendant du positionnement des fréquences au sein de la bande 3,4 – 3,8 GHz, dès lors que celles-ci forment un bloc contigu ?**

**Question n°5. Avez-vous des commentaires concernant la durée maximale de trois ans, proposée ci-dessus pour les autorisations temporaires d'utilisation de fréquences dans la bande 3,4 – 3,8 GHz ?**

SRR confirme son besoin en fréquences 3,5 GHz, exprimé en préambule pour une durée de 15 ans



SRR considère en effet qu'une attribution de fréquences pour un délai de 3 ans est incompatible tant avec le niveau des investissements requis pour le déploiement des antennes 3,5 GHz [SDA].

Ce délai induit en outre un risque de changement de positionnement, voire de perte du spectre après 3 ans, ce qui ne permettrait pas d'amortir les équipements déployés et rendrait obsolètes les efforts d'investissements consentis par les opérateurs pendant la durée des AUF temporaires.

Aussi SRR considère que seule une durée de 15 ans permettra dès à présent de sécuriser les investissements engagés et de garantir les principes de sécurité juridique et de confiance légitime [SDA].

Elle invite par conséquent l'Arcep à utiliser les leviers juridiques et réglementaires que lui offre le cadre applicable, et notamment l'article L. 42-2 du CPCE, afin d'établir un constat d'absence de rareté et de ne pas lancer une procédure de sélection des titulaires.

[SDA]

Enfin, si par exception, l'Arcep venait tout de même à établir à l'issue de la présente consultation publique un constat de rareté justifiant une procédure de sélection des titulaires, SRR l'invite, dans le cadre de cette future procédure, à restreindre l'attribution des autorisations aux seuls opérateurs capables de démontrer qu'ils disposent d'un réseau mobile préexistant à Mayotte, comme l'Autorité a déjà eu l'occasion de le faire par le passé. Cette disposition étant nécessaire pour répondre à l'ensemble des contraintes d'amortissement des réseaux et de sécurité juridique exprimés dans la présente consultation.

**Question n°6. Avez-vous d'autres remarques ?**

N/A